



Coupe du Monde et prostitution

# LA NOUVELLE IN

Des mégabordels au cœur de l'Europe sous l'œil des caméras du monde entier... A l'occasion du Mondial, en Allemagne, en juin, les proxénètes recrutent. On parle 40 000 « filles » destinées au repos du supporter. Foot, bière et sexe ? Derrière la caricature, un enjeu de taille : la traite des femmes. Et un débat qui resurgit : la prostitution est-elle un mal nécessaire ou une insupportable atteinte à la dignité humaine ? L'Allemagne d'Angela Merkel a choisi le camp de la légalisation. Et la France, celui de l'indifférence ? Pour la première fois, des personnalités françaises s'engagent ici en faveur de la pétition « Acheter du sexe n'est pas un sport ». Une enquête de Serge Raffy, François Caviglioli, Sylvie Véran, Alain Chouffan et Claire F

Artemis, supermarché du sexe à Berlin, construit pour « combler » les hordes de mâles célibataires et leur libido galvanisée par la « guerre des stades ».

# INDUSTRIE DU SEXE

Elle n'y croyait plus. Malka, l'abolitionniste infatigable, voyait ses adversaires gagner du terrain un peu partout en Europe. Ses ennemis ? Les marchands de sexe au look de manager. Redoutables, de plus en plus habiles, ces big boss de la prostitution de l'Europe du Nord devenus d'honorables commerçants, grâce aux lois légalisant le commerce des corps, menaient campagne jusque dans les allées du Parlement à Bruxelles. Malka Marcovich désespérait. A quoi bon lutter contre les julots devenus des magnats de l'industrie du sexe, ayant derrière eux une armée d'avocats et d'attachés de presse ? Pourquoi combattre un ennemi tout-puissant qui a le soutien tacite de la plupart des Etats, en parti-

culier l'Allemagne et les Pays-Bas ? Comment lutter contre ce tsunami, son chiffre d'affaires planétaire, sa cagnotte de plusieurs dizaines de milliards d'euros, ses réseaux internet, ses clubs, ses discothèques, ses salons de massage, ses lobbys au discours libéral-libertaire bien huilé, revendiquant le droit à disposer de son corps, comme en 1968 ?

Et puis il y a eu « l'affaire » de Berlin, le scandale de la construction d'un mégabordel de 3 000 mètres carrés, un supermarché du sexe installé à trois stations de métro du Stade olympique. Une provocation que Malka n'attendait plus. Le coup de trop ? En tout cas l'aubaine pour ouvrir le débat. Encore une fois. Il faut dire que les « tenanciers » d'éros centers germaniques n'ont pas fait dans la

dentelle. Leur discours ? Entre 3 et 4 millions de supporters de football vont envahir l'Allemagne pour la Coupe du Monde. Au même titre que les prestations d'hôtellerie, de restauration, de biens culturels, il faut offrir à ces invités de marque le meilleur service en matière de sexe. Les équipes de foot ont des entraîneurs ? Les supporters auront leurs entraîneuses. Ainsi est né Artemis, un bordel moderne, bien équipé, à l'hygiène irréprochable, clairement fabriqué pour « combler » les hordes de mâles célibataires et leur libido galvanisée par la « guerre des stades » (voir le reportage de François Caviglioli p. 20). Malka Marcovich saute sur l'occasion : elle lance une pétition contre ce supermarché du sexe, avec l'association internationale la Coalition contre la

Traite des Femmes (CATW), dont elle est présidente pour la France. Le slogan de cet « appel de Berlin » : « Acheter du sexe n'est pas un sport » (voir texte et signataires ci-contre). Cibles de cette campagne : les institutions internationales du football, les joueurs eux-mêmes, les artistes et, bien sûr, les femmes et hommes politiques qui estiment que ces fast-foods « spécialistes en viande fraîche » violent les normes internationales sur l'égalité des sexes et réduisent les femmes au rôle de « servantes sexuelles des hommes ». Autre institution visée : l'Etat allemand lui-même, qui a légalisé la prostitution en 2002. Un de ses ministères, celui de la Coopération, a dérapé dangereusement en éditant un « Guide de voyages pour femmes » à destination des jeunes filles ukrainiennes qui voudraient travailler comme prostituées pendant la Coupe du Monde. Parmi les conseils prodigués aux candidates à l'immigration, on leur suggère fortement, pour éviter tout tracasserie avec la police en entrant en Allemagne, de « passer par la frontière verte », une zone non surveillée, sans poste de garde. « Beaucoup de femmes le font », précise le manuel rédigé en russe. L'Etat allemand pris en flagrant délit d'hypocrisie. D'un côté, il légalise, de l'autre, il favorise les entrées clandestines sur son propre territoire. Pour satisfaire une demande pressante des tenanciers de maisons closes ? Le ministère de l'Intérieur, paniqué devant les risques de « contamination d'une immigration non choisie », a protesté vigoureusement. Le Guide a été retiré de la circulation. Mais pendant la compétition les claques tourneront à plein rendement. Comment réagir devant un tel phénomène ? Quelle image du football va-t-on garder ?

Interrogé le premier, le président de la Fifa, Sep Blatter, gêné aux entournures, a répondu par une pirouette : il n'est pas « compétent ». Il ne s'occupe que de football... Raymond Domenech, l'entraîneur des Bleus, n'a pas cette pudeur. « C'est peut-être légal en Allemagne, s'insurge-t-il, mais je trouve scandaleux qu'on puisse importer pour cette Coupe du Monde des "hôtesse d'accueil", puisqu'on les appelle comme ça. En gros, on ramène le foot à une dimension qui va être "écharpe, bière et nanas". Je suis désolé, mais le football, ce n'est pas cela. Je suis choqué qu'on puisse parler de femmes comme ça, comme des esclaves et du bétail. » Le coach de l'équipe de France est un des rares professionnels du football à oser prendre position aussi clairement. Avec Lilian Thuram, qui s'exprime aujourd'hui dans « le Nouvel Observateur ». Car la tendance générale chez les sportifs est plutôt à l'omerta. Pourquoi gâcher la fête ? A quelques semaines de ce tournoi planétaire, il faut rester concentré. Ne pas perdre l'influx...

Un homme a bien tenté de troubler le jeu : Claes Borgström, médiateur suédois chargé de l'égalité des sexes, grand fan de football. Il appelle carrément au boycott de la Coupe du Monde. Imaginez les têtes des annonceurs, Adidas, Reebok, Coca-Cola, Budweiser,

## Pétition

## « Acheter du sexe n'est pas un sport »

La pétition lancée par la Coalition contre la Traite des Femmes (CATW) a déjà recolté près de 35 000 signatures individuelles ou d'organisations à travers le monde. Disponible sur [catwepetition.ouvaton.org](http://catwepetition.ouvaton.org), en voici les principaux extraits.

« Acheter du sexe n'est pas un sport. C'est une exploitation sexuelle qui porte physiquement [...] atteinte aux femmes [...].

Traiter le corps des femmes comme une marchandise viole les standards internationaux du sport qui promeuvent l'égalité, le respect mutuel et la non-discrimination. [...]

Les hommes d'honneur n'achètent pas du sexe car ils respectent la dignité et l'intégrité de l'être humain.

Non à l'organisation de la prostitution durant la Coupe du Monde de Football.

Nous demandons que :

- Les 32 pays participant à la Coupe du Monde de Football [...] dissocient publiquement leur équipe de l'industrie de la prostitution.
- Les membres des équipes de football rendent publique leur opposition à l'exploitation sexuelle des femmes.
- Le comité Fifa et son président [...] protestent [...] auprès du gouvernement allemand et de sa chancelière Angela Merkel [...].
- Le gouvernement allemand et sa chancelière [...] arrêtent la traite des femmes [...] en décourageant la demande qui favorise la prostitution. »

Quelques signataires : Marie-George Buffet, Nicole Fontaine, Geneviève de Fontenay, Antoinette Fouque, Morad el-Hattab, Anne Hidalgo, Gilles Lemaire, Françoise de Panafieu, Yvette Roudy, Coline Serreau, Dominique Voinet... Mouvement français pour le Planning familial, Chiennes de Garde, Fasti, Mouvement du Nid, Mix-Cité Paris...



Malka Marcovich

Orange et les autres. Les réactions ? De simples ricanements. Qui oserait annuler la grand-messe du foot-business, regardée par des milliards de téléspectateurs, pour une poignée de malheureuses péripatéticiennes ? « Les enjeux financiers sont colossaux », explique Claudine Legardinier, auteur, avec Saïd Bouamama, des « Clients de la prostitution ». Derrière cette partie émergée de l'iceberg qu'est l'affaire Artemis, il y a une chaîne d'intérêts financiers d'ordre planétaire. Au bout, il y a les opérateurs téléphoniques qui diffusent du foot mais aussi des services sexuels, les sites internet de plus en plus violents en matière de pornographie, des clubs, des drive-in du sexe, des salons de massage, la presse et le cinéma

pornos. Tout cet univers se bâtit sur la contrainte, le viol, la misère. Ce monde, le client ne veut jamais le voir, supporteur de foot ou pas. »

L'autre bout de la chaîne, c'est celui des fournisseurs. Au Kosovo, en Serbie, en Albanie, en Ukraine, en Moldavie, partout, les gangs de trafiquants de femmes livrent à la commande. A domicile. Le système est devenu sophistiqué, rapide, insaisissable. Partout, les réseaux s'activent. Les filles seront « déposées » dans les villes allemandes où se disputeront les principaux matchs de la Coupe du Monde. De nouveaux pourvoyeurs sont apparus ces dernières années : les pays Baltes. Devant la frénésie de la demande allemande, le gouvernement de Lettonie vient d'engager une campagne afin de prévenir les jeunes filles des risques qu'elles courent à accepter des jobs de danseuse ou d'hôtesse, ou même de baby-sitter en Allemagne (voir le reportage de Sylvie Veran p. 22). « Le football n'est pas la guerre, mais cela lui ressemble », souligne Malka Marcovich, car ce rassemblement de supporteurs, c'est un peu une armée en campagne. Or que ce soit au Vietnam ou aux Philippines pour l'armée américaine, en Corée pour le Japon, au Kosovo pour les forces de maintien de la paix, des bordels se sont toujours installés aux abords des camps militaires. Pour le repos du guerrier. En Allemagne, on retrouve la même logique. Celle du

réconfort du combattant... des stades. » Déjà aux jeux Olympiques d'Athènes, la tentation avait été très forte de fournir du « service sexuel » aux visiteurs. Le débat était monté jusqu'au Parlement, où les lobbys de la prostitution manœuvraient en coulisse. Même chose aujourd'hui en Espagne, où un syndicat de tenanciers de bordels, l'Anela (Association nationale des Entrepreneurs de Locaux alternatifs), fait pression aux Cortes pour améliorer la loi en faveur des « travailleuses du sexe ». Se présentant comme d'honorables managers qui ne font qu'accueillir des femmes libres de « disposer d'elles-mêmes », ils financent des ONG ou des associations de défense des prostituées. « Nous sommes parvenus à un stade d'hypocrisie insensé, précise Marianne Eriksson, ancienne députée suédoise au Parlement européen. De nombreux lobbys de traite des femmes sont devenus des ardents défenseurs de la liberté. On oublie que, pour les transformer en esclaves dociles, on les a souvent fait passer par des centres de conditionnement en Albanie ou en Serbie, où elles ont été torturées, violées, transformées en zombies. Elles sont devenues de simples objets, un peu comme dans une secte. » En 2004, Marianne Eriksson a remis un rapport détaillé sur la traite des femmes et sur la chaîne terrifiante qui les conduit jusqu'aux bordels de Hambourg, Amsterdam, les vitrines de Bruxelles, les clubs de Madrid, Milan ou Paris. Il n'a fait l'objet d'aucun débat. Oublié. Écarté. Gommé. Que dit-il ? Que la prostitution libre est un leurre, une escroquerie. Que les femmes qui prétendent exercer ce métier par plaisir ou par vénéralité n'ont pas leur libre arbitre.

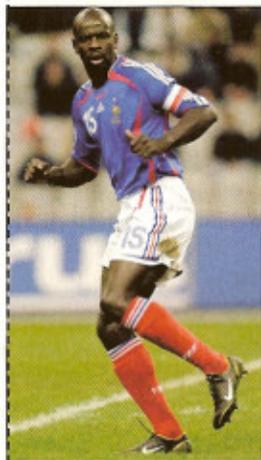
Pour la Coupe du Monde en Allemagne, plusieurs fédérations de football ont conseillé à leurs supporters de « rester polis avec ces dames » et de demander « avant de consommer » si elles ne sont pas « forcées ». Comment le client peut-il juger en quelques minutes ? « C'est impossible, dit Emile Lain, chef-adjoint de l'OCRTEH, Office central pour la Répression de la Traite des Êtres humains. Une seule chose est sûre : les réseaux de proxénètes sont de plus en plus mobiles. Ils ne laissent jamais une fille plus de deux mois au même endroit ; c'est pour les maintenir dans l'insécurité. L'immense majorité des réseaux préfèrent la clandestinité, et les filles elles-mêmes n'ont pas envie d'être officialisées. » Aux Pays-Bas, par exemple, seulement 10% des prostituées sont déclarées, malgré les lois qui leur assurent sécurité sociale et retraite (voir encadré p. 24). Preuve, ■

## Ils et elles s'engagent

« Le Nouvel Observateur » a demandé à des personnalités de prendre position. Voici leurs réactions recueillies par Claire Fleury

### Lilian Thuram\*

« Un grand marché des êtres humains au cœur de l'Europe ! Dans un pays qui se dit attentif à la condi-



Ch. Gubboud - Cametron - Alca

tion des femmes... Cela me paraît tout simplement incroyable. Comment les pays européens peuvent-ils accepter cela ? Comment pourront-ils ensuite se permettre de juger et de condamner d'autres

atteintes au droit des femmes ailleurs dans le monde ? Les Allemands disent répondre à la demande des hommes. Faux : ce sont eux qui créent le besoin... Je signe sans hésiter la pétition du CATW. Le système allemand qui légalise la prostitution et l'exploitation des femmes est inadmissible. La Coupe du Monde va lui donner une visibilité extraordinaire. L'Allemagne devrait comprendre que son image va en prendre un coup. »

(\*) Défenseur à la Juventus de Turin.

### Philippe Séguin\*

« Je suis scandalisé. On n'a pas le droit de légitimer de facto les "solutions" allemandes en matière de prostitution. C'est de surcroît une injure envers tous les supporters étrangers qui se rendront

en Allemagne et se verront ainsi automatiquement désignés comme clients potentiels des maisons closes. »

(\*) Premier président de la Cour des Comptes.

### Ségolène Royal\*

« Il est intolérable qu'au cœur de l'Europe s'organise un marché aux esclaves et, circonstance aggravante, à l'occasion de la Coupe du Monde, cette grande fête partagée à l'échelle de la planète. C'est une insulte faite à toutes les femmes et notamment à celles qui, de plus en plus nombreuses, se pressent aux matches et se passionnent pour le foot. C'est aussi une insulte aux hommes, présumés clients potentiels des mafias du sexe. Au nom de la convention des Nations unies dont le préambule stipule que "la prostitution et la traite des êtres humains en vue de la prostitution sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine", je demande aux autorités sportives et aux autorités allemandes d'agir. J'espère qu'Angela Merkel entendra ces appels. »

(\*) Députée PS des Deux-Sèvres, présidente du conseil régional de Poitou-Charentes.



E. Scroellari - Gamma

### Geneviève Maselli\*

« L'exploitation dans l'indifférence générale de 40 000 gamines autour des stades est bien l'ultime preuve de la perversion du football. J'adore ■

Découvrez par  
quel mystère tout un  
pays s'immobilise

La Coupe du Monde  
N'en manquez pas un instant  
Rendez-vous le 1er Juin pour en savoir plus

HITACHI  
Inspire the Next

## Daniel Cohn-Bendit : « Il faut sortir le foot du ghetto mâle »

Le député vert européen, fan de ballon rond, encourage les femmes à devenir supportrices

**Le Nouvel Observateur.** – Comment réagissez-vous quand on vous dit que la Coupe du Monde en Allemagne sera une foire du sexe ?

**Dany Cohn-Bendit.** – Vous savez, à chaque grande manifestation qui attire du public, il y a une recrudescence de la prostitution. Ce n'est pas spécifique au football. Là, avec l'afflux des supporteurs, il y a un effet de masse. Mais chez moi, à Francfort, pendant la période de la Foire du Livre, ou pendant le Grand Prix automobile, on a le même phénomène. Avec une grosse concentration d'hommes, qu'ils soient supporteurs ou intellectuels, il y a une demande...

**N. O.** – Faut-il pour autant s'en satisfaire ?

**D. Cohn-Bendit.** – Bien sûr que non. Sur cette question, il est très difficile d'avoir une position juste. Entre ceux qui veulent légaliser et ceux qui veulent s'en prendre aux clients, il faut choisir le moindre mal, c'est-à-dire la protection des femmes contre tous les trafics et toutes les contraintes.

**N. O.** – Donc la légalisation ?

**D. Cohn-Bendit.** – En quelque sorte. Quand on est allemand et qu'on va à la frontière de la Tchéquie et qu'on découvre que sur 20 kilomètres plusieurs centaines de filles attendent le mâle allemand sur des chemins de terre, il n'y a pas de quoi pavoiser. Mais il ne faut pas être hypocrite. Vous connaissez beaucoup d'hommes qui avouent fréquenter les bordels, à part Houellebecq ? A un moment donné, il faut penser un système qui laisse le choix aux filles de s'en sortir, de se réinsérer en dénonçant leur proxénète. Je suis pour que les Etats financent ce genre d'opération.

**N. O.** – Cela demandera de gros moyens...

**D. Cohn-Bendit.** – Oui. Il faut instituer un « impôt-homme »... Dès leur naissance, les hommes devraient payer une taxe pour protéger les femmes de la prostitution.

**N. O.** – Vous êtes sérieux ?

**D. Cohn-Bendit.** – Absolument. Il faudrait aussi pousser les femmes à devenir supportrices de football. Comme cela, la libido entrerait dans les stades. Je me souviens, en 1998, de la demi-finale Brésil-Pays-Bas, à Marseille, au Stade-Vélodrome. Les Brésilienues dansaient avec les supporteurs bataves, et réciproquement. L'atmosphère était très fun. Il n'y avait aucune violence. Il faut sortir le football du ghetto mâle...

*Propos recueillis par SERGE RAFFY*



S. Calvet - Fedaphoto

pour les abolitionnistes, que la plupart des prostituées refusent d'assumer un statut qu'elles jugent elles-mêmes dégradant. Preuve aussi que les patrons de bordel jouent double jeu, comme n'importe quel commerçant. « Ils préfèrent ne pas tout déclarer au fisc », dit Richard Poulin, sociologue canadien, auteur de « la Mondialisation des industries du sexe » (1). Les clandestines, comme n'importe quel travailleur au noir, sont beaucoup plus rentables. Dans leurs clubs, il y a donc les officielles et les autres. Ceux qui prétendent que la légalisation des bordels protège les filles des trafiquants sont des menteurs. Au contraire, les bordels attirent les non-déclarées et ne font qu'amplifier le phénomène de la contrainte. Aux Pays-Bas et en Allemagne, pays où la prostitution est un métier comme un autre, il y a beaucoup plus de traite des femmes qu'ailleurs. Alors ? »

Alors, qui osera s'attaquer au client, qu'il soit supporteur, chômeur, garagiste ou professeur ? « Si l'on veut rester dans une logique libérale pure, il faut appliquer la méthode par le vide, préconise le réalisateur Hubert Dubois (2), spécialiste des

questions de prostitution. S'il n'y a plus de demande, l'offre disparaîtra. C'est la logique suédoise. Quand j'ai commencé ce travail, j'avais une vision folkloriste, assez permissive, de la question. Maintenant, je sais. J'ai vu les proxénètes vendre les filles comme à la foire en Corrèze. Berlin, l'affaire Artemis, nous met devant nos responsabilités. Nous n'avons qu'une seule question à nous poser : où est l'égalité dans tout cela ? » Autre question : et si Raymond Domenech parvenait à convaincre ses joueurs d'accomplir un acte symbolique pour marquer leur différence de l'autre côté du Rhin ? Rêve impossible ? Pendant ce temps, les supporteurs brésiliens s'organisent : certains groupes ont décidé de partir en Allemagne en emmenant dans leurs bagages des prostituées du pays. Une nouvelle forme de chauvinisme... Allez les Bleus !

**SERGE RAFFY**

(1) Editions Imago (2006).

(2) « La Virgine hollandaise », film DVD d'Hubert Dubois, aux Editions Cinécité.

ce sport, mais il faut bien admettre que désormais l'argent y est roi. Je ne comprends pas que les responsables du foot ne se mobilisent pas. Pour moi, voilà le plus condamnable. L'argent appelle l'argent. Et tout le monde va y trouver son compte, sauf ces pauvres filles. »

(\*) Présidente d'O'Elle Club, club de supportrices de l'Olympique lyonnais, seul club féminin de ce type en France.

**Fadela Amara\***

« Ce n'est plus la Coupe du Monde. C'est la Coupe du Sexe et elle fait exploser toutes les valeurs du sport. Celles du respect et du vivre ensemble, pour lesquelles nous nous battons. En organisant par exemple des manifestations sportives où filles et garçons jouent ensemble. Toutes ces actions dans les quartiers vont être saccagées. Ce mélange foot et sexe acheté est



E. De Haignere - Gamma

une bombe nucléaire ! On ne mesure pas les effets destructeurs que cela a et aura auprès des jeunes. Même les garçons sont choqués, écoeürés. Ils nous disent : « Bravo les adultes ! » »

(\*) Présidente de Ni putes ni soumises.

**Clémentine Autain\***

« La Coupe du Monde va mettre les proxénètes en pleine lumière ! Tant mieux, cela permettra peut-être de comprendre pourquoi les systèmes qui,



Fredy - Sipa

comme en Allemagne, légalisent la marchandisation des corps sont inacceptables. La légalisation du proxénétisme ne régule pas la prostitution. Elle l'amplifie au contraire. Pour moi, de toute façon, il doit exister des domaines qui échappent au monde marchand. Et le corps en fait partie. »

(\*) Adjointe au maire de Paris chargée de la jeunesse.

## L'appel de Gisèle Halimi\* à Angela Merkel : « De grâce, agissez »

**A**insi des records seront battus à Berlin, en marge de la Coupe du Monde de Foot : une prostitution massive, organisée, aseptisée. Un gigantesque bordel – 40 000 femmes de tous les pays – pour soulager nos glorieux sportifs et leurs admirateurs. Ainsi l'exploitation criminelle du corps des femmes conquiert de nouveaux galons en Europe. Une Europe de l'argent, du mépris, du déni de l'égalité des femmes et du respect de leur corps. La prostitution est le servage moderne des femmes, instauré par les hommes et pour eux. Assez d'hypocrisie sur ce "mal nécessaire". Certains pays – la Suède par exemple – ont mis sur les rails un abolitionnisme concret : pénaliser le client et non la prostituée. Au contraire, Artemis est révélateur d'un énorme cynisme – le sport et ses valeurs universelles d'une part et le proxénétisme international légalisé d'autre part – et d'une incontestable lâcheté. Qui peut encore prétendre que ces femmes "choisissent" de se vendre, quelle est leur alternative ?

Adresse à Angela Merkel : je suis de gauche, et le mouvement Choisir la Cause des Femmes, que je préside, s'est réjoui publiquement de votre élection. Notre première chancelière ! Alors, de grâce, parlez, agissez. Prouvez que les femmes au pouvoir peuvent faire avancer l'humanité et ses valeurs.

Une Europe du sexe ne sera jamais la nôtre. ■

(\* Présidente de Choisir la Cause des Femmes.



Balthus - Spira

## Les mauvaises passes du football britannique

L'affaire a fait la une du « Sun » : Wayne Rooney giflé par sa fiancée ! Motif ? L'attaquant de Manchester United aurait fréquenté des call-girls. Quelques jours plus tard, l'une d'entre elles se répandait dans les tabloïds en affirmant avoir aussi eu pour client la star des stars, David Beckham...

Le foot anglais n'en finit pas avec les scandales de mœurs, voire les affaires de viols, qui défraient la chronique depuis des années. Ses footballeurs se tiennent-ils plus mal que les autres ? En septembre 2003, par exemple, deux joueurs de Chelsea et de Newcastle sont accusés d'avoir abusé d'une jeune fille de 17 ans dans un luxueux hôtel du West End.

« Faut de preuves suffisantes », l'affaire se solde par un abandon des poursuites. En juin 2005, Robin Van Persie, l'attaquant au pied gauche magique d'Arsenal, est arrêté. Une jeune femme de 25 ans affirme qu'il l'a contrainte à avoir des relations sexuelles avec deux autres hommes. La plainte n'aura pas de suite. Comme n'aboutira jamais celle déposée, la même année, contre Cristiano Ronaldo. Deux femmes affirment que l'attaquant portugais de Manchester United les a violées dans une suite de l'hôtel Sanderson. Le joueur sera relâché contre caution...

Intouchables, les footballeurs anglais ? Adulés par le public en tout cas, et rarement sanctionnés par les entraîneurs pour ces comportements. « L'argent et la renommée tournent la tête des joueurs, qui se croient tout autorisés », analyse Xavier Rivoire, grand reporter à "France Football" et ancien correspondant de "l'Equipe" à Londres (1). Et puis il y a en Grande-Bretagne une culture de l'alcool qui n'existe pas en France. Un jeune footballeur doit sortir, se montrer en boîte et boire. Ce qui l'expose à des rencontres "à risques". Il attire inévitablement celles qui espèrent toucher le gros lot en allant tout raconter à la presse. » Autre particularité britannique, en effet, des journaux qui exploitent depuis longtemps la vie privée des célébrités. Et aujourd'hui, comme le dit Piers Morgan, directeur du « Daily Mirror », « seuls les sportifs font vendre, ils ont détrôné les membres de la famille royale ou les vedettes de la télé ».

Alain Chouffan

Tabloïd britannique dévoilant l'« affaire Beckham »

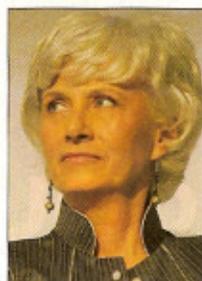
(1) Auteur d'« Arsenal Wenger. The Coach », Mango Sport.



Tabloïd britannique dévoilant l'« affaire Beckham »

Françoise de Panafieu\*

« La Coupe du Monde de Football est au départ une grande fête. Mais là, il y aura d'un côté des hommes des



Gamm

cinq continents qui, lors des matchs, véhiculeront des valeurs universelles d'égalité et de fraternité, et de l'autre côté des femmes exploitées

et maltraitées. Ce qu'on leur infligera nie toutes les valeurs professées par le sport. C'est antinomique et insupportable. »

(\* Députée UMP, maire du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Vincent Peillon\*

« Angela Merkel laisse organiser des bordels généralisés. Et en France, la loi de son ami Sarkozy contre le racolage passif n'a eu aucun effet sur la traite des femmes. Cela montre bien l'écart insupportable



N. Goulier - Abaca

entre les discours des pays européens sur les droits de l'homme et de la femme et la réalité des faits. La Coupe du Monde dans tout ça ? J'ai des petits garçons qui aiment le football. Mais franchement, entre les jets de banane sur les joueurs noirs et la prostitution, je me demande où sont les valeurs censées être véhiculées par le sport. »

(\* Député PS européen.

Serge Portelli\*

« Qu'attend l'Europe pour démanteler les réseaux ? Les milliers de femmes qui iront en Allemagne pour la Coupe du Monde ne seront pas toutes volontaires. Hors compétition sportive, près de 100 000 femmes sont, en Europe, victimes des proxénètes, qui gagnent des sommes d'argent colossales. Pour un risque minime. Rien ne changera sans la coopération des autorités judiciaires et policières des pays concernés. Hélas, on en est loin ! »

(\* Magistrat, vice-président du tribunal de grande instance de Paris.

Berlin, ville ouverte

# Visite au mégabordel

Artemis, le supermarché de la prostitution construit en prévision de la Coupe du Monde, lance un nouveau concept : le sexe en troisième mi-temps

De notre envoyé spécial

C'est vraiment la rue sans-joie. Serrée entre une voie ferrée et un alignement d'entrepôts, à trois stations de S-Bahn du Stade olympique de Berlin. Ehrhart, la cinquantaine un peu lasse, presse le pas, une lourde serviette à la main, comme s'il était en retard. On dirait un commercial qui va visiter le dernier client de la journée. Erreur. Le bâtiment de quatre étages dans lequel il entre avec l'assurance d'un habitué n'est pas un immeuble de bureaux. On lit sur la façade « Artemis » en lettres lumineuses. Ehrhart va au bordel. « Nous sommes un club de nudistes », corrige Eike Wilmann, porte-parole et gérant d'Artemis. Chez nous, il y a deux saunas, une salle de fitness, une piscine, un bar, un restaurant. Les filles, ça vient après. Il faut déculpabiliser le client. L'aider à croire qu'il vient pour le sport et la remise en forme. »

Artemis, ce supermarché du sexe pasteurisé, a été construit en 2003 en prévision du Mondial par Haki Simsek, un homme d'affaires turc qui a fait fortune dans les cercles de jeu. Il fallait un Turc pour connaître aussi bien le père de famille allemand saisi par la débauche et installer un bordel dans ce coin désolé de Charlottenburg. Le sexe doit être triste. Parfait pour le quinquagénaire berlinois inhibé, Artemis est moins bien adapté aux supporters braillards et gorgés de bière. Haki Simsek semble connaître les replis de l'âme allemande mieux que l'uni-



Le club Artemis à Berlin

F. Chavange - Gamma

vers du foot. Qu'importe, Artemis, qui a coûté 6 millions d'euros, est déjà amorti.

Si on suit Ehrhart à l'intérieur de l'établissement, on comprend pourquoi. Il paie un ticket d'entrée de 70 euros, mais les filles acquittent aussi un droit d'entrée (50 euros). Ehrhart a l'impression d'avoir affaire à des partenaires qui viennent là pour leur plaisir. « Artemis suggère un espace privé qui n'en est pas un », dit Eva Schenk, chargée de la santé publique à la mairie de

Charlottenburg. Le client se croit dans un club où il peut rencontrer des femmes faciles. » Ehrhart portera un peignoir jaune tandis que les filles doivent rester nues. Il a sur elles une supériorité de satrape. Son argent est placé dans un coffre. Les prestations s'élèvent à 30 euros la demi-heure et à 50 euros l'heure. Les transactions ont lieu sous l'œil d'une caméra. Ehrhart est rasuré. C'est un endroit où l'ordre règne.

A Artemis, le client est roi. Tout est calculé pour son plaisir et son confort moral. Une telle qualité de service a été rendue possible par la loi du 1<sup>er</sup> janvier 2002 qui a légalisé la prostitution en Allemagne. Les scrupules du client sont apaisés, la prostitution est maintenant un métier reconnu et encadré. Et les proxénètes ont trouvé le moyen de s'arranger avec la loi. Artemis n'est pas l'employeur de ses prostituées. Il leur loue un espace et leur fournit des prestations. Nuance. Résultat : le patron d'Artemis n'est pas un proxénète. C'est un loueur en garnis. Entre les filles et lui, il n'y a qu'un contrat de location. D'ailleurs, la définition du proxénète est tellement floue dans le Code pénal allemand qu'il est impossible d'inculper quelqu'un de proxénétisme : « Un proxénète est celui qui nuit à la liberté d'action personnelle ou économique d'une personne. » Pour être déclaré proxénète, il faut le faire

## Les « managers » allemands sont prêts

L'anecdote a fait le tour de l'Europe : l'an dernier dans une agence pour l'emploi, une jeune Berlinoise a perdu ses indemnités de chômage car elle n'acceptait pas un emploi d'hôtesse dans un bordel. Preuve qu'outre-Rhin l'antédiluvienne industrie est devenue un secteur économique comme un autre. Chaque jour, 800 000 clients ont recours aux services de travailleuses encartées. Chiffre d'affaires annuel : 1,9 milliard d'euros. Pas question donc de manquer le jackpot de la Coupe du Monde. A Munich, la population de prostituées pourrait grimper de 30%. Près de Cologne, les autorités locales ont fait construire des *performance boxes* – édicules avec cabinet de toilette – pour abriter le commerce intime. Celles de Dortmund ont opté pour le drive-in, accessible en voiture. Quant aux entrepreneurs hambourgeois de la fesse tarifée, ils ont lancé une campagne baptisée « La loyauté dans le sexe », une sorte de charte censée protéger les futurs clients contre les arnaques... ■

S. C.

expres. Haki Simsek ne tombera jamais sous le coup de la loi. Il ne prélève rien sur l'argent que les prostituées reçoivent de leurs clients. Il ne perçoit qu'un droit d'entrée correspondant aux services qu'il leur offre. Si les filles acceptent de rester nues dans son établissement, c'est parce qu'on le leur a conseillé, dans leur intérêt. Mais de quelle pression a été assorti ce conseil ? Entre 30 et 40 prostituées travaillent chez Artemis en période creuse, et de 70 à 80 en période de pointe. Celles qui viennent d'une autre ville d'Allemagne ou de l'étranger, en général d'Europe de l'Est, sont logées dans des chambres à deux ou trois lits, à condition qu'elles soient en possession d'une carte de séjour et d'un permis de travail. C'est Eike Wilmann qui les accueille. « Il n'y a pas de critères de recrutement, dit-il. Elles sont supposées être belles et connaître leur métier. Mais nos clients ont souvent une préférence pour le genre petite bourgeoise. » Le Berlinoise aime retrouver son foyer au bordel. Eike Wilmann, qui approche les 70 ans, n'est pas un bordelier ordinaire, mais un papy sportif qui fait de la gonflette avec les clients. Cet ancien professeur de lycée traite les filles comme ses élèves : « Je suis étonné de voir que beaucoup d'entre elles ne savent pas se mettre en valeur. Je leur donne de petits tuyaux. On devrait apprendre la prostitution, comme la vente. » Une école de prostitution, c'est l'aboutissement logique de la légalisation.

La loi de janvier 2002 laisse sans protection les prostituées dites « illégales », les étrangères venues de l'Est ou du Brésil et qui sont sans papiers, à la merci de proxénètes beaucoup plus dangereux que ceux dépeints par le Code pénal allemand. Elles préoccupent les officiels et les associations d'entraide féminine. On craint une arrivée massive de clandestines. Le chiffre de 40 000 a été lancé un peu à la légère, on ne sait pas par qui. « C'est invraisemblable, dit-on à la mairie de Berlin. Les proxénètes devraient consentir des investissements impossibles à amortir en si peu de temps. » Ce sont des considérations économiques qui ont fait reculer la barbarie.

Les féministes allemandes se sont adaptées à la légalisation. Nivedita Prasad, une militante qui dirige la Maison des Femmes, a décidé de responsabiliser les clients : « On les informe par des affiches et des tracts, on leur apprend à reconnaître une victime potentielle de la traite. On sent quand une femme est libre ou non. Le client est un rouage essentiel : il est en contact direct avec la victime présumée. Je dirais à mes consœurs françaises : ne diabolisez pas les clients, alliez-vous à eux. » Il n'y a que sœur Lea Ackermann pour tempérer cet optimisme. Grâce à un réseau de congrégations, cette dominicaine mène en amont une campagne d'information dans les pays de l'Est et au Brésil pour mettre en garde les jeunes filles candidates au grand voyage vers Berlin. Elle doute aussi que la légalisation ait éradiqué le proxénétisme. Ce serait bien la première fois dans la longue histoire de la prostitution.

FRANÇOIS CAVIGLIOLI

En Lettonie, les réseaux s'activent

## Aller simple pour Berlin

Les filles ont déjà bouclé leurs valises. Les proxénètes leur ont fait miroiter le pactole. Pour la Coupe du Monde, elles seront... entraînées



De notre envoyée spéciale

C'est un fascicule à couverture rouge intitulé « Riga this night ». On peut le trouver dans tous les hôtels, bars ou restaurants de la capitale lettonne. Le visiteur y est censé apprendre les rudiments de la langue. Première leçon : « *Pavadisim nakti kopa ?* », ce qui veut dire « As-tu envie de passer la nuit avec moi ? » Deuxième leçon : « *Cik tas maksa ?* », « C'est combien ? »... Des bases linguistiques sans équivoque pour engager la conversation avec l'une des danseuses, masseuses ou escort-girls employées par la cinquantaine d'établissements de plaisirs tarifés que répertorie le petit guide rouge. Sa pagination ne cesse d'augmenter. Symbole du double fléau qui menace aujourd'hui la jeunesse lettonne. En effet, depuis l'entrée en 2004 des pays Baltes dans l'Union européenne, les tou-

Une campagne de prévention a été lancée en Lettonie en 2003. Son slogan :

« Ne crois pas que tu vas t'enrichir à l'étranger. Tu risques d'être vendue comme une poupée. »

ristes sexuels débarquent en nombre à Riga via les vols quasi gratuits des compagnies low-cost. Et dans le même temps de plus en plus de jeunes Lettonnes partent vers l'Ouest, notamment pour l'Allemagne, préférant se prostituer plutôt que de rester au chômage ou devoir vivre avec le salaire minimum : 90 lats (126 euros). La Lettonie nouveau « réservoir sexuel » de l'Europe ?

En Lettonie, le passage brutal d'une économie planifiée par cinquante ans de joug soviétique à l'économie de marché a produit un véritable choc. Il a plongé ce petit pays, indépendant depuis 1991, dans un dénuement

qui le place aujourd'hui au premier rang des États les plus pauvres de l'Europe élargie. Alors, vue de Riga, l'organisation autour du Mondial d'un immense lieu de débauche susceptible d'attirer près de 40 000 filles de joie, dont quantité de Lettonnes, semble presque une question secondaire. Il y a tant d'autres problèmes à régler ici. Et d'abord celui de la corruption, qui gangrène la société. « S'inquiéter à l'avance ne changera rien, dit Dainis Turlais, député du Parti chrétien au pouvoir et secrétaire parlementaire du ministère de l'Intérieur. On ne pourra pas empêcher des jeunes femmes d'aller se vendre en Allemagne. La seule chose que nous pouvons faire, c'est mobiliser la police des frontières et accentuer notre coopération avec Berlin, en vue de piéger d'éventuels réseaux de proxénétisme montés pour l'occasion. » Selon les statistiques de la police, une centaine de jeunes filles quittent chaque mois la Lettonie au prétexte de chercher du travail ailleurs. « Celles qui se laissent gruger par de fausses propositions d'emplois sont de plus en plus rares, dit un policier. La motivation de toutes ces filles est d'abord l'argent. Mais il y a aussi une raison culturelle. Les Lettonnes ont une très mauvaise image des hommes de leur pays, qu'elles trouvent infantiles et grossiers. Les Occidentaux sont à leurs yeux plus raffinés et surtout plus galants. Derrière ce désir de s'expatrier, même pour se prostituer, il y a toujours l'espoir de rencontrer le grand amour. » La prostitution de Lettonnes en Allemagne, en Espagne, en Finlande ou en Suède a commencé au milieu des années 1980. A l'époque, il fallait un visa pour sortir du pays. Ce qui limitait le nombre de candidates au départ. « Le phénomène de la traite est apparu en 1995, explique Ailona Darniece, 53 ans, ancien chef de la brigade des mœurs, aujourd'hui professeur à l'Académie de Police de Riga. Nous nous sommes alors aperçus que des groupes

criminels organisaient la vente de femmes à l'étranger. En 2000, lorsque la candidature de la Lettonie a été acceptée par le Conseil de l'Europe, notre juridiction a dû s'adapter aux normes communautaires. Une loi réprimant le trafic des êtres humains a été votée, offrant ainsi à la police un outil de répression. »

En Lettonie, la traite des femmes est longtemps restée un sujet tabou. L'opinion la



Contrasto - REA

**Une centaine de jeunes Lettonnes quittent chaque mois leur pays. « Derrière ce désir de s'expatrier, même pour se prostituer, il y a toujours l'espoir de rencontrer le grand amour. »**

mieux partagée était que si une prostituée se laissait enrôler dans un réseau criminel, c'est qu'elle l'avait bien cherché. L'ouverture en 1998, à Riga, d'une antenne de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) a permis de sensibiliser la classe politique à un problème qu'elle ne voulait pas voir. Et si l'on en croit Imars Mezs, chef du bureau de l'OIM, cela n'a pas été facile : « Il a fallu beaucoup insister pour parvenir à convaincre le gouvernement

de l'ampleur du mal et obtenir les crédits nécessaires pour monter un programme de lutte nationale contre la traite des êtres humains. » Lancé en 2003 pour une période de cinq ans, ce programme a débuté par une grande campagne de prévention. Son slogan : « Ne crois pas que tu vas t'enrichir à l'étranger. Tu risques d'être vendue comme une poupée. » Mais, faute d'argent, la plupart des actions prévues n'ont pas été réalisées. « Les budgets avaient pourtant été votés, année par année, pour un montant qui n'était pas exorbitant, s'insurge Linda Murniece, députée du parti d'opposition le Nouveau Temps. En réalité, on nous a fait des promesses qui n'étaient que du bla-bla. »

Les victimes de réseaux de proxénétisme ne cessent pourtant d'affluer. Marta, une ONG qui aide les femmes en difficulté, reçoit de plus en plus d'appels au secours de rescapées de la prostitution forcée. En 2005, 23 femmes, âgées de 15 à 46 ans, ont été prises en charge par l'association, qui possède un appartement d'accueil de trois places. Le seul dans le pays. « La réinsertion de ces femmes est très longue, dit Guna Gamokalna-Bihela, travailleur social à Marta. Elles ne parviennent pas à admettre que ce qu'on leur a fait subir est un crime. Elles se croient fautives. Elles culpabilisent. Nous avons beaucoup de mal à les pousser à porter plainte contre leurs proxénètes. » Les procès, cependant, se multiplient. Forts de la nouvelle législation, certains magistrats n'hésitent plus à appliquer la peine maximale : dix ans. Et quinze ans si la victime est mineure. Mais les vieux préjugés ont la vie dure...

Il y a quelques semaines, Iluta Lace, présidente de Marta, a écrit à différentes personnalités politiques, dont la présidente de la République, Vaira Vike-Freiberga, pour les alerter sur le risque d'un trafic de femmes pendant la Coupe du Monde de Football : « Personne ne nous a répondu. La position du ministère de l'Intérieur et de l'ambassade de Lettonie à Berlin, joints par téléphone, est que celles qui désirent se rendre en Allemagne le font par choix délibéré. » Sur le plan sportif, le gouvernement letton a, pour le moment, une autre priorité : le championnat du monde de hockey sur glace, qui se tient à Riga du 5 au 25 mai. Un événement. La ville attend plusieurs centaines de milliers de supporters. Nul doute que bon nombre d'entre eux profiteront de leur séjour pour se rendre dans les rues chaudes de Chaka et de Valmiera. **SYLVIE VÉRAN**

## Légalisation mode d'emploi

**Aux Pays-Bas**, les « services sexuels » aux handicapés sont remboursés par des bureaux d'aide sociale au même titre que les chaussures orthopédiques.

**Au Danemark**, une prostituée peut déclarer une opération esthétique des seins au titre des « frais professionnels » parce que les « investissements pour améliorer et entretenir l'instrument de travail sont déductibles des impôts ».

**A Amsterdam**, la fondatrice d'une « école du sexe », destinée à apprendre

aux personnes prostituées à mieux rentabiliser leur activité, déclare : « Vous pouvez parler de techniques de vente. Vous devez vous vendre et peu importe qu'il s'agisse de votre corps ou d'aspirateur. »

Le gouvernement néerlandais touche chaque année 1 milliard d'euros de taxes provenant de l'industrie du sexe.

**En Australie**, le plus important bordel de Melbourne, le Daily Planet, est coté en Bourse depuis 2003. Ses dirigeants projettent de construire un Disneyland du sexe.

Source : « les Clients de la prostitution », par Claudine Legardimier et Saïd Bouamama, Presses de la Renaissance.

www.nouvelobs.com

Dialoguez en direct avec Bruno Godard, journaliste, auteur de « Les Bleus peuvent-ils vraiment gagner la Coupe du Monde ? » le 11 mai.